

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 8 janvier 2026

FOCUS : LE VENEZUELA ET L'OR NOIR 2

Bolivie 3

La Bolivie adopte un décret d'urgence pour stabiliser la situation macroéconomique. 3

Colombie 3

Entre janvier et novembre, les recettes fiscales atteignent 97 % de leur objectif. 3

Forte augmentation du salaire minimum pour 2026, aux impacts économiques possiblement significatifs. 3

Les remesas représentent 1 Md\$ en novembre. 4

En novembre, les exportations baissent de -2,7 % en g.a. 4

Équateur 4

Les ventes d'automobiles augmentent de 15 % par rapport à 2024. 4

Guyana 4

La Force de Défense du Guyana (GDF) renforce ses capacités aériennes avec deux nouveaux hélicoptères *Bell*. 4

Les importations étatsuniennes de pétrole brut en provenance du Guyana ont atteint des niveaux records en 2025. 5

Pérou 5

L'inflation au Pérou a été la plus faible de la région en 2025. 5

Le niveau des réserves internationales bat un record en 2025. 6

Suriname 6

Les États-Unis permettent les importations de produits halieutiques surinamais. 6

Venezuela 6

Les États-Unis poursuivent le blocage des cargos pétroliers sortants du Venezuela. 6

Focus : Le Venezuela et l'or noir

L'intervention militaire du 3 janvier dernier, justifiée par la doctrine Donroe, semble marquer un tournant dans la politique des États-Unis et a suscité de nombreuses réactions en Amérique latine. Cette doctrine vise à (i) rétablir la domination des Etats-Unis en Amérique latine, en réponse à l'influence croissante de la Chine (et de la Russie et de l'Iran dans le cas du Venezuela) en conditionnant la stabilité régionale à l'alignement sur les intérêts américains, (ii) contrôler les ressources stratégiques (le Venezuela détenant 20 % des réserves pétrolières du monde) et (iii) prévenir les migrations massives et contenir le narcotrafic.

Si le Venezuela fait l'objet de sanctions américaines depuis 2019, la pression s'était accrue ces dernières semaines. Ces sanctions contre la compagnie pétrolière d'Etat PdVSA (Petróleos de Venezuela S.A.) ont visé à priver Caracas de revenus pétroliers, réduisant fortement les exportations vers les États-Unis et réorientant les flux vers la Chine (environ 80 % sur le 2^{ème} semestre de 2025). En décembre 2025, l'administration américaine a intensifié la pression par des sanctions ciblant notamment la flotte « fantôme » de pétroliers, estimée à plusieurs dizaines de navires, souvent enregistrés sous des pavillons de complaisance utilisés pour contourner les restrictions. Elle a par ailleurs imposé un blocus naval dans les Caraïbes (opération « Southern Spear »).

Le Venezuela détient les plus grandes réserves pétrolières au monde (20 % du total), estimées à environ 303 milliards de barils prouvés, concentrées principalement dans la ceinture pétrolière de l'Orénoque. Ces réserves sont majoritairement des bruts extra lourds et sulfurés (extra-heavy & heavy) qui nécessitent un traitement complexe et coûteux pour être valorisés sur les marchés mondiaux. Les raffineries américaines du golfe du Mexique sont configurées pour traiter ces bruts lourds latino-américains ; des raffineries en sous capacité chronique selon les experts. Le Venezuela est fragilisé par des années de sanctions et de sous-investissements chroniques dans un modèle économique largement fondé sur la rente pétrolière (95 % des recettes en devises). Près de 8 millions de vénézuéliens aurait émigré, soit 22 % de la population.

Selon Washington, les majors pétrolières américaines pourraient investir des dizaines de milliards de dollars pour restaurer et accroître la production vénézuélienne. Toutefois, des estimations suggèrent que 80 Md\$ à 110 Md\$ d'investissements seraient nécessaires pour redresser et moderniser le secteur et retrouver une production de 2 à 3 Mb/j sur une décennie, soit deux fois les investissements pétroliers des majors américaines dans le monde en 2024.

Selon les experts de nombreux obstacles pourraient toutefois se dresser devant cette apparente manne pétrolière. Tout d'abord, des risques géopolitiques et juridiques en l'absence de cadre juridique stable, alors que les multinationales attendent des garanties claires avant d'investir après des décennies d'expropriations et de nationalisations. Ensuite, les infrastructures dégradées par le manque d'entretien structurel, des équipements anciens et des fuites de compétences techniques réduiraient l'attrait de nombreux investissements. Enfin, la qualité du pétrole vénézuélien nécessite des raffineries spécifiques et des investissements supplémentaires. Le brut extra lourd vénézuélien affiche des décotes de 10 à 20 dollars par rapport au WTI (West Texas Intermediate), ce qui questionnerait la rentabilité de tels investissement dans un contexte actuel de prix bas et de surapprovisionnement mondial.

Bolivie

La Bolivie adopte un décret d'urgence pour stabiliser la situation macroéconomique.

Le Président Rodrigo Paz (de droite), en place depuis début novembre après vingt ans de gouvernance du Mouvement vers le Socialisme (MAS) d'Evo Morales, **a adopté le 18 décembre un décret « suprême » introduisant des mesures d'urgence destinées à faire face à la crise économique.** Cette dernière se caractérise par une inflation et un déficit budgétaire élevés, ainsi que par l'épuisement total des réserves de change.

La mesure phare du décret est la suppression immédiate des subventions aux carburants, qui représentaient 4 % du PIB et engendraient une dépense mensuelle de 200 M\$ en devises, dans un contexte marqué par une pénurie de devises et de carburants. Le texte prévoit également des incitations fiscales visant à stimuler les investissements, notamment étrangers, dans certains secteurs stratégiques (dont les mines et hydrocarburés), ainsi qu'à relancer l'économie. Des mesures sociales d'accompagnement sont également prévues pour atténuer, dans une certaine mesure, l'impact négatif de ces réformes sur le pouvoir d'achat.

Enfin, le décret pose les bases d'une réflexion sur la libéralisation du taux de change du boliviano, fixe depuis 2012 et à un niveau jugé insoutenable par les experts. Il introduit aussi des mesures de rigueur budgétaire, telles que le gel des salaires publics et la révision des dépenses des entités publiques, notamment celles des entreprises publiques.

Colombie

Entre janvier et novembre, les recettes fiscales atteignent 97 % de leur objectif.

En novembre, les recettes fiscales collectées par l'administration fiscale (la DIAN) ont atteint 7,4 Md\$ (27 970 Md COP), dont 85% sont issues de l'activité économique domestique et 15 % du commerce extérieur.

Entre janvier et novembre, les recettes fiscales s'établissent à 73,8 Md\$ soit 97 % de l'objectif pour l'année 2025 fixé par le Conseil supérieur de politique budgétaire (Confis) en juin 2025.

Forte augmentation du salaire minimum pour 2026, aux impacts économiques possiblement significatifs.

Le gouvernement colombien a annoncé une hausse de 23,7 % du salaire minimum pour 2026, le portant à 540\$, une mesure sans précédent depuis 1993 (ou l'inflation dépassait 20 %). Si cette décision s'aligne sur le concept de « salaire vital » promu par l'Organisation internationale du travail (OIT), elle dépasse largement les recommandations techniques (6,2 %) et les propositions des syndicats (16 %).

Les économistes expriment des réserves, anticipant une pression inflationniste (avec une révision des prévisions à 6 %, contre 3,6 % initialement) et une hausse des taux directeurs à 11 %. Cette mesure pourrait également peser sur l'emploi formel, déjà minoritaire (informalité à 55 %) alors que seule 10 % de la population active est rémunérée au salaire minimum, et que 49 % est rémunérée à un niveau inférieur.

La hausse du salaire minimum pourrait relever le déficit budgétaire de 0,3 pt de PIB en 2026 (1,4 Md\$; 5 300 Md COP) et de 0,4 pt de PIB en 2027 (2,1 Md\$; 8 000 Md COP) selon le comité autonome de la règle budgétaire (CARF). Le déficit était déjà attendu à 7 % par les économistes en 2026.

Les remesas représentent 1 Md\$ en novembre.

Les remesas atteignent 11,9 Md\$ en cumulé sur les onze premiers mois de l'année (+11 % en g.a.), dépassant déjà le niveau de remesas enregistré sur l'intégralité de l'année 2024 (11,8 Md\$). Sur le mois de novembre, elles sont en hausse de 3,6 % en g.a. Le pouvoir d'achat des remesas a néanmoins baissé dans le cadre de l'appréciation du Peso Colombien (COP) vis-à-vis du Dollar U.S. (13,2 % sur un an) et que l'inflation devrait atteindre 5,2 % en 2025).

Lémigration reste soutenue et concerne de plus en plus les jeunes et les plus qualifiés. Selon Cerac et *Migración Colombia*, 1,3 M de Colombiens ont émigré entre 2022 et 2024, un des pics les plus élevés des dernières années. L'enquête du Centre de migration mixte souligne par ailleurs que 42 % des émigrants ont entre 26 et 35 ans. Cette enquête de terrain est réalisée auprès de 500 migrants au cours de leur route migratoire (destinations limitées au continent américain). 13 % des migrants enquêtés ont un niveau d'éducation limité au primaire, 44 % un niveau lycée, 28 % un cursus technique court (*formación vocacional*) et 11 % un diplôme universitaire. Pour mémoire, depuis le 1^{er} janvier 2026, la taxe de 1 % sur les remesas envoyées en liquide (Western Union; Money Orders) depuis les États-Unis s'applique (cf. [Brèves semaine 43](#)).

En novembre, les exportations baissent de -2,7 % en g.a.

Elles se sont établies à 4,0 Md\$. Entre janvier et novembre, les exportations ont atteint 45,6 Md\$ (+1,3 % en g.a.). Ce résultat est avant tout porté par la baisse des exportations de combustibles et des industries extractives (-26 % g.a.) alors qu'elles représentent 35 % du total des exportations. La Colombie a ainsi exporté 12,7 M de barils de pétrole en novembre, soit une chute de -7,6 % en volume en g.a. Dans le même temps, les exportations agricoles progressent fortement (+40 %) grâce

au dynamisme des exportations de café (+84 % g.a.) et de bananes, fraises et fruits secs (+37 %). Néanmoins, ce dynamisme devrait s'essouffler alors que la production de café commence à baisser (-31 % en décembre en g.a. et -2 % sur l'année), du fait de conditions climatiques dégradées au S1 2025.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	5,0%	54,3%	2172
Change USD/COP	-0,5%	-13,3%	3753
Change EUR/COP	-1,2%	-2,5%	4375
Prix du baril (Brent, USD)	-0,8%	-21,8%	60,39

Équateur

Les ventes d'automobiles augmentent de 15 % par rapport à 2024.

Les ventes de voiture ont atteint 124 500 véhicules neufs en 2025 selon l'association des entreprises automobiles d'Équateur, contre 108 300 en 2024. Ce résultat demeure néanmoins inférieur de 6 % aux ventes de 2023. Le mois de décembre 2025 a été particulièrement décisif dans cette hausse avec plus de 12 000 véhicules vendus (+42 % en g.a.), inversant la tendance habituelle qui voit les ventes se concentrer au début de l'année. L'amélioration du climat politique et économique depuis les élections aurait permis de réactiver des décisions d'achat qui avaient été reportées. L'électrification du parc automobile augmente avec 18 % de véhicules hybrides ou électriques en 2025 contre 13 % en 2024.

Guyana

La Force de Défense du Guyana (GDF) renforce ses capacités aériennes avec deux nouveaux hélicoptères Bell.

Le Premier ministre du Guyana, Mark Phillips, a reçu le 20 décembre 2025 deux nouveaux

hélicoptères – Bell 407 et Bell 429 – pour la GDF. Georgetown avait signé un contrat d'une valeur de 16 M\$ pour l'acquisition de ces deux hélicoptères (5,9 M\$ pour le Bell 407 et 10,1 M\$ pour le Bell 429). Au cours des cinq dernières années, le gouvernement a multiplié les allocations budgétaires de la GDF par plus de trois fois et demie, les portant de 67 M\$ en 2019 à 241 M\$ en 2025. Ces dépenses sont à replacer dans le contexte des tensions régionales, et d'une forte hausse des recettes publiques dans le cadre de l'exploitation du pétrole depuis 2020. Mark Phillips a décrit cette acquisition comme un investissement stratégique dans la sécurité nationale.

La GDF possède désormais quatre hélicoptères, tous d'origine étatsunienne : Bell 206, Bell 412, Bell 407, et Bell 429. Ces nouveaux hélicoptères visent à renforcer la capacité du Guyana à répondre aux urgences, à fournir un accès aux régions reculées de l'intérieur, et un soutien en cas d'évacuation médicale, de sauvetage, et autres opérations civiles.

La GDF prévoit également de renforcer ses capacités avec un navire de patrouille construit par la société française OCEA SA pour 42 M\$ qui devrait être livré en 2026.

Les importations étatsuniennes de pétrole brut en provenance du Guyana ont atteint des niveaux records en 2025.

Selon les données de l'*Energy Information Administration* (EIA) des États-Unis, l'augmentation des importations étatsuniennes de pétrole brut en provenance du Guyana a été soutenue par la hausse de la production offshore et la demande croissante des raffineurs étatsuniens. **Pour les dix premiers mois de 2025, les importations nettes étatsuniennes de pétrole guyanien ont atteint en moyenne 200 000 barils par jour** (14% vs. 2024). Pour mémoire, le Guyana exploite son pétrole depuis 2020. En octobre 2025, les importations étatsuniennes de

pétrole brut en provenance du Guyana atteignait 216 000 b/j, toujours derrière le Canada, le Mexique, et l'Arabie Saoudite.

La croissance de ces exportations a été tirée par la rapide augmentation de la production offshore. L'intégralité de la production de pétrole provient du bloc Stabroek exploité par ExxonMobil. Hess (propriété de Chevron) et CNOOC (compagnie chinoise) détiennent des participations minoritaires dans le bloc. La capacité de production offshore a dépassé 900 000 b/j en 2025. La production réelle a été en moyenne d'environ 699 000 b/j au cours des 11 premiers mois de l'année.

Les raffineries étatsuniennes dans le Golfe du Mexique importent des volumes plus importants de pétrole brut en provenance du Moyen-Orient et d'Amérique du sud, Guyana compris, afin de compenser la baisse des importations des barils vénézuéliens et mexicains. En effet, les États-Unis se sont vus imposés de chercher de nouveaux partenaires dans le contexte de la chute des productions au Venezuela et au Mexique. Le Guyana exporte principalement du pétrole brut léger peu sulfuré.

Pérou

L'inflation au Pérou a été la plus faible de la région en 2025.

La Banque centrale (BCRP) a indiqué que l'inflation a clôturé l'année 2025 à 1,5 %, soit le niveau le plus faible observé au cours des huit dernières années (1,4 % en 2017) et a ainsi atteint son objectif de rester dans la fourchette cible de sa politique monétaire (2 ± 1 pp). Cette performance placerait le Pérou comme le pays avec le faible taux d'inflation d'Amérique latine.

La BCRP a souligné que le pays accumule 28 ans et 11 mois consécutifs d'inflation à un seul chiffre, un record dans la région. Pour

2026 et 2027, la BCRP prévoit d'atteindre le cœur de sa cible d'inflation, à 2 % pour chaque exercice.

Le niveau des réserves internationales bat un record en 2025.

Selon la BCRP, fin 2025, les réserves internationales nettes (RIN) s'élevaient à **89,6 Md\$**, soit une augmentation de 13,1 Md\$ (+17 %) par rapport à 2024. Ce montant représente le plus haut niveau jamais enregistré au Pérou. Le niveau actuel des réserves équivaut à environ 28 % du PIB, une proportion élevée qui reflète une large marge de manœuvre face à d'éventuels scénarios défavorables. Les RIN couvrent largement les besoins extérieurs du pays (dettes externes à court terme et déficit courant), même en l'absence d'entrées de capitaux.

Par ailleurs, en novembre 2025, la BCRP a recommandé à acheter des Dollars, une pratique dont elle s'était abstenu depuis 2020. Ces achats répondent à la nécessité de contrôler la fluctuation de la devise américaine par rapport au Sol péruvien (PEN). En 2025, l'institution a effectué quatorze achats, pour un montant total de 2,4 Md\$. Cependant, malgré ces interventions, le PEN s'est apprécié de près de 10 % sur l'année, tendance amenée à se poursuivre en 2026 dans le cadre de la hausse des prix des métaux exportés par le Pérou.

Suriname

Les États-Unis permettent les importations de produits halieutiques surinamais.

Le Suriname a reçu la confirmation que ses pratiques de pêche sont comparables à celles des États-Unis, lui permettant d'y exporter son poisson. Les États-Unis appliquent le Marine Mammal Protection Act (MMPA) qui exige que

les pays exportateurs démontrent que leurs pratiques de pêche soient au moins aussi protectrices envers la faune marine que celles des États-Unis. Seule la pêche au filet est exclue, la longueur des filets ne respectant pas les réglementations applicables pour éviter que les mammifères marins comme les dauphins ne s'emmèlent dedans.

Venezuela

Les États-Unis poursuivent le blocage des cargos pétroliers sortants du Venezuela.

Entre le 10 décembre et le 7 janvier, les États-Unis ont arraisonné quatre pétroliers transportant du pétrole brut vers l'Iran. Cette interception de navires de la « flotte fantôme » s'est faite dans la mer des Caraïbes pour trois navires (le *Skipper*, le *Centuries* et le *Sophia*) et dans l'Atlantique pour un navire (le *Bella 1* -- initialement battant pavillon guyanien, puis battant pavillon russe et rebaptisé *Marinera*).

Depuis le début de 2026, aucune cargaison vénézuélienne n'a pu circuler vers l'Asie. Pour mémoire, la Chine était encore destinataire de 80 % des exportations de brut vénézuélien au S2 de 2025. Cette situation poserait des problèmes logistiques de stockage et pourrait provoquer la fermeture de puits. Le 7 janvier, la compagnie pétrolière publique vénézuélienne PdVSA a informé que des négociations avec les États-Unis pour la reprise des exportations de brut avaient commencé. La compagnie américaine Chevron a, elle, pu affréter onze pétroliers depuis le début du mois.

Ce blocage a également provoqué une chute de revenus pétroliers l'Etat vénézuélien. Celle-ci s'est traduite par un arrêt des interventions de change de la Banque centrale depuis le 26 décembre 2025 ainsi qu'un ralentissement des opérations en cryptomonnaie (Stablecoin USDT).

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Louis BRUGEL, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)